

**Vingt-cinq ans de changements politiques en Russie :  
les attraits imprévus d'un modèle impérial**  
*par Françoise Daucé*

Le 18 septembre 2016, dans la petite ville de Kansk, à quatre heures de route de Krasnoïarsk, au cœur de la Sibérie, un peu plus de 30 % des électeurs ont participé aux élections à la Douma fédérale et à la Douma régionale. Parmi eux, 41 % ont voté pour le parti du pouvoir, Russie unie, les autres ont donné leur voix au parti communiste ou au LDPR nationaliste. Dans cette petite ville sibérienne, 13 % seulement des inscrits ont donc voté expressément pour le parti du président Poutine. Les partis libéraux et démocrates (Iabloko et Parnas) ont obtenu moins de 2 % des voix. Au niveau fédéral, les résultats consolidés du scrutin ont offert à Russie unie la majorité constitutionnelle à la Douma (plus des deux tiers des sièges), confirmant l'emprise du pouvoir sur la vie politique russe. Au regard des espoirs portés par les changements en URSS il y a vingt-cinq ans, la déception est grande chez les tenants de la démocratie et du libéralisme. L'autoritarisme conservateur et patriotique semble l'avoir définitivement emporté sur le pluralisme et les libertés des citoyens. Au sein des quinze anciennes Républiques soviétiques, le cas de la Russie semble paradigmatique de cette évolution à rebours des réformes du début des années 1990. Pour l'expliquer, deux thèses convergent. La première voit dans cette trajectoire un atavisme autoritaire ancré dans l'histoire soviétique (voire impériale) pour expliquer ce re-jeu illibéral. La seconde souligne l'évitement du politique chez les citoyens russes. D'après Lev Goudkov, directeur du centre Levada :

« Les résultats des sondages montrent le désintérêt des citoyens pour les élections. Seuls les fonctionnaires et les retraités, qui sont dépendants du pouvoir et sous pression permanente, participent au processus électoral. De plus, les partis n'ont pas un accès équitable aux médias. »<sup>1</sup>

Pourtant, le fait de se cantonner aux standards néosoviétiques ou aux paradigmes de la passivité ne peut dissimuler la complexité des réalités sociales qui fondent les dynamiques politiques en Russie et dans les autres Etats qui ont succédé à l'URSS. Depuis les années 1970, la société soviétique puis russe est complexe, profondément travaillée par les évolutions multiples qui interrogent le monde contemporain. Au début des années 1990, la Russie a adopté un ensemble de réformes politiques et économiques inspirées des modèles électoraux et de la concurrence marchande des Etats occidentaux. Cette thérapie brutale imposée alors a été décriée et détestée par la majorité de la population mais elle a profondément complexifié les représentations et les réalités sociales et politiques. Si le pouvoir revendique désormais un gouvernement vertical des conduites, il faut certes le prendre au sérieux mais voir aussi de quoi est fait concrètement cet exercice dans un environnement différencié et connecté<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> <http://kommersant.ru/doc/3105794>

<sup>2</sup> F. Daucé, *Etre opposant dans la Russie de Vladimir Poutine*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2016.

## Des emprises politiques multiples

L'année 2000 constitue sans nul doute un tournant dans l'histoire politique de la Russie postsoviétique. L'élection de Vladimir Poutine à la tête de la Fédération a conduit à la construction progressive d'un régime monopolistique et non alternatif, fondé sur la popularité du Président. Ce tournant politique a trouvé sa légitimité dans la dénonciation du chaos des folles années 1990 et dans la remise en ordre verticale du pays. Si le narratif politique est cohérent, les pratiques qui l'accompagnent le sont souvent moins. L'exercice du pouvoir s'appuie sur un assemblage divers et multiple de pratiques administratives à la fois coercitives et floues. Au niveau central, les analystes ont l'habitude de différencier les cercles les plus durs et réactionnaires du pouvoir et les groupes plus modérés voire libéraux. Les réseaux étatistes et conservateurs sont incarnés par les représentants des ministères de force (de l'Intérieur, de la Défense) et des services de sécurité, et au niveau régional par des figures violentes et extrêmes comme celle de Ramzan Kadyrov en Tchétchénie. Des gestionnaires plus libéraux administrent les affaires économiques et financières du pays. Cette double réalité est fortement imbriquée et permet une coexistence de l'oppression et de la négociation dans l'action exécutive. L'affirmation conservatrice de l'Etat en réponse aux traumatismes des années 1990 s'accommode aussi d'emprunts à la pensée néolibérale de cette même période. L'idée du marché traverse les sphères administratives et politiques, usant tant de la contrainte que des effets régulateurs de la concurrence dans un cadre ouvert aux échanges. Les organes centraux montrent ainsi leur capacité à moderniser leur action par la réforme de ses principes de management. Les politiques mises en œuvre depuis le début des années 2000 traduisent bien cette double aspiration. Si la coercition s'exerce par la violence et des interdictions fondées sur la norme, elle s'appuie aussi sur l'inculcation de conduites nouvelles qui s'articulent au marché ou au progrès technique.

Cette multiplicité favorise la constitution d'emprises politiques diverses. Dans la petite ville de Kansk, évoquée en introduction, le candidat local du parti Russie unie est aussi un gros entrepreneur de la ville qui possède le complexe commercial le plus attractif du district. Les habitants y trouvent matière à consommer dans les boutiques qui offrent les derniers modèles de la mode *made in China*, à se restaurer dans les *fast-foods* et les cafés sous franchise, voire à danser dans son *night-club Gorod*. Lors des élections, des banderoles à la gloire de Russie unie accueillaient les visiteurs à l'entrée de la galerie marchande. Cette imbrication des emprises politiques et économiques offre des modalités diverses d'appui pour les autorités locales. Elle donne à voir une société différenciée et active, diversement impliquée dans le soutien au pouvoir en place. Ce dernier tente d'agréger ses soutiens autour de grands narratifs patriotiques fondés sur la thématique de la renaissance nationale. Des programmes gouvernementaux d'« Education patriotique des citoyens de la Fédération de Russie » ont été adoptés pour favoriser partout la glorification du pays, de sa grandeur et de sa singularité. Les symboles patriotiques se sont ainsi imposés dans l'espace public (célébrations des victoires militaires, hommages au drapeau, distribution de rubans de Saint-Georges...). Les médias ont relayé les programmes éducatifs de l'Etat, notamment à la télévision et au cinéma. Les personnes et les groupes sociaux s'approprient diversement ces injonctions, depuis les mouvements les plus engagés pour la gloire du

pays jusqu'aux citoyens les plus détachés de la parole officielle. En 2014, après la période d'opposition liée à la réélection contestée de Vladimir Poutine, l'annexion de la Crimée est venue renforcer l'unité nationale face à un Occident perçu comme hostile.

### **Des critiques sociales ordinaires**

Face à cette construction politique syncrétique, l'expression d'une parole politique alternative est souvent empêchée ou inaudible, laissant croire à une société du « désintérêt », qui renoncerait au débat et à la participation publique, notamment lors des élections. De fait, les taux de popularité du président Poutine sont particulièrement élevés (oscillant entre 60 et 80 % d'opinion favorable), ce qui laisse conclure à la force du consensus national autour du pouvoir exécutif. Pourtant, si ce soutien affiché au chef de l'Etat témoigne d'un souci de stabilité, la formulation de critiques n'est pas absente au quotidien. Les dysfonctionnements des hôpitaux, le problème de la corruption, le prix des produits alimentaires dans les magasins ou les atteintes à l'environnement alimentent la critique ordinaire et débouchent parfois sur des mobilisations locales. A Kansk toujours, le candidat du parti communiste, qui récolte 24 % des voix, dénonce avec vigueur le poids des charges locales (prix de l'électricité, du gaz, de l'eau...) qui pèsent lourdement sur les habitants, et mène campagne sous le slogan « Arrêtons le terrorisme communal ! ». L'agrégation des mécontents est difficile mais les manifestations organisées en 2011 et 2012 pour protester contre la falsification des scrutins législatifs de décembre 2011 et présidentiel de mars 2012 ont montré la possible émergence de coalitions protestataires. Elles se sont inscrites dans un processus de renforcement des mobilisations civiques locales et des protestations sociales de proximité depuis le milieu des années 2000. Les engagements dans des causes de proximité viennent nourrir des prises de parole publiques pour défendre les intérêts des citoyens. L'opposition la plus visible est traditionnellement incarnée par les partis libéraux et démocrates mais les manifestations de 2011 et 2012 ont montré la diversification des mouvements protestataires, agrégeant tant des socialistes libertaires que des nationalistes xénophobes et des sociaux-démocrates.

Si la violence et la répression caractérisent la politique du gouvernement à l'égard de l'opposition « hors système », des modalités plus transverses d'appropriation des formes innovantes et alternatives de la critique montrent la capacité des dirigeants à prendre en compte et à coopter les formes alternatives même s'ils en rejettent le contenu. Ainsi, les manifestations de 2011 et 2012 ont été suivies d'un tournant répressif sévère (arrestations, jugements, durcissement de la législation...) mais aussi d'une appropriation administrative des critiques acceptables. Dans le monde associatif, le militantisme est paradoxalement encadré par l'Etat lui-même<sup>3</sup>. En organisant des forums civiques, des chambres sociales (aux niveaux fédéral et régional), des programmes de subvention, le gouvernement mobilise des thématiques et des modalités d'action issues de la société civile pour organiser sa coopération avec les associations. Ces dernières vivent une tension permanente entre le développement de la coercition administrative et l'injonction à coopérer. En 2013, l'adoption de la loi sur les agents de l'étranger

---

<sup>3</sup> F. Daucé, *Une paradoxale oppression. Le pouvoir et les associations en Russie*, Paris, CNRS Editions, 2013.

a constitué une réponse coercitive à la crainte des mobilisations protestataires de la société civile. Mais les subventions présidentielles accordées aux organisations non gouvernementales par l'Etat russe permettent de les mettre en concurrence pour l'obtention des fonds publics.

### **Un modèle politique surinvesti**

La trajectoire à rebours de la Russie suscite tant l'inquiétude que la fascination de ses partenaires. La complexité des arrangements ordinaires du pouvoir et de la société s'efface souvent derrière des métanarratifs qui clivent les acteurs politiques internationaux. L'Etat russe a élaboré un discours conservateur et traditionnaliste qui se pose en alternative vis-à-vis du monde globalisé incarné par les Etats-Unis. Il entend représenter l'ordre et la stabilité face à des Etats dénoncés pour leur décadence morale, leur chaos démocratique ou leur impuissance politique. Le modèle russe fascine les partis et les mouvements qui défendent des projets patriotiques, illibéraux ou conservateurs. A l'inverse, il inquiète les défenseurs des droits de l'homme et les partisans des valeurs universelles et de la globalisation. Dans l'espace postsoviétique, le modèle russe travaille fortement les scènes politiques des nouveaux Etats indépendants, dans un sens ou dans l'autre. Les événements d'Ukraine de 2014 sont venus illustrer ce clivage profond, entre appartenance européenne et loyauté russe, qui s'est transformé en lignes de démarcation géographique privant les autorités kiéviennes de leur souveraineté sur la Crimée et les territoires de l'est du pays. En 2016, les succès électoraux de candidats favorables à la Russie en Moldavie et en Bulgarie ont montré la force d'attraction de ce modèle tandis que les inquiétudes dans les Etats baltes illustrent la méfiance qui se développe face à la trajectoire russe. En Biélorussie, paradoxalement, l'annexion de la Crimée suscite des stratégies de prise de distance vis-à-vis de la Russie et de rapprochement de l'Union européenne sans remise en cause de la domination du président Loukachenko sur la vie politique locale. Sans préjuger des effets à long terme de ces réorientations, ces cas montrent les tensions contradictoires suscitées par la politique russe chez ses voisins. Dans le monde occidental, le rapport au Kremlin est tout aussi contrasté. S'il trouve des soutiens du côté des partis nationalistes et conservateurs, qui défendent une pensée antisystème, anti-intellectuelle et antimodernité souvent convergente avec celle élaborée dans les cercles moscovites, il suscite l'opposition inquiète des partisans de la démocratie marchande.

Cette opposition idéologique est construite et mise en scène dans l'espace médiatique russe et international. Dans le monde occidental, les contenus médiatiques pro-russes les plus massifs sont produits par des holdings d'Etat (l'agence Rossia Segodnia, la télévision Russia Today ou le site Internet Sputnik). Leur politique éditoriale accentue l'effet d'affrontement idéologique et politique entre deux modèles agonistiques. En réaction, dans les pays occidentaux, la pensée et les pratiques hiérarchiques contraignantes et réactionnaires impulsées depuis la Russie suscitent l'inquiétude face à un modèle dont la cohérence est souvent surestimée. Dans l'espace russophone, la régulation s'alourdit depuis 2014, mais Internet reste un lieu d'expression plurielle. Il est accessible au-delà du territoire russe, dans tous les espaces d'usage de la langue russe de l'ancien espace soviétique. Les internautes de la Communauté des Etats indépendants peuvent avoir accès au web russe dans son inégale

diversité, où dominent les grands médias publics ou affiliés mais où survivent les sites alternatifs et critiques auxquels s'ajoutent les réseaux sociaux. Cette hétérogénéité des contenus en ligne montre les limites de l'ambition coercitive du modèle autoritaire d'Etat sur son propre territoire.

## Conclusion

Ainsi, alors que la Russie était au début des années 1990 un lieu d'expérimentation emblématique des transitions démocratiques et marchandes, le pays s'est transformé un quart de siècle plus tard en incarnation du tournant autoritaire et conservateur. Opposer ces deux modèles ne suffit pourtant pas à rendre compte des réalités complexes qui font le quotidien du pays. Descendre dans la fabrique des relations politiques et sociales ordinaires permet d'introduire de la complexité dans l'analyse des configurations de domination qui s'y jouent et de redonner voix à une société vivante et moderne. Le « modèle politique russe », conservateur et impérieux, est au fond très hétérogène et instable. Ses diverses facettes, coercitives et managériales, lui attirent des soutiens divers et parfois inattendus. Elles laissent ouverte la variété des possibles, des scénarios les plus optimistes aux plus pessimistes, quant à l'avenir politique du pays lorsque la question de l'alternance y sera posée.

Les internautes en Eurasie, 2000-2015

